

CIBLE

Stiglitz

Aux partisans sincères du libéralisme économique, aux conservateurs honnêtes, nous adressons ce message : lisez Joseph Stiglitz, suivez ses avis ! C'est un Américain, « prix Nobel » d'économie, ancien conseiller du président Clinton devenu économiste en chef de la Banque mondiale, un membre de *l'establishment* qui défend la zone euro.

Écoutez Joseph Stiglitz qui vous avertit (*Le Monde* du 22 mai) que l'Union européenne « court au désastre » si elle s'acharne à imposer un plan d'austérité. Car l'austérité « va faire bondir le chômage et amener la dépression ». Vous avez bien lu : la dépression – pas seulement la récession.

Comprenez ce défenseur de l'euro quand il explique que la Grèce, le Portugal et l'Espagne ont été victimes de l'euro fort ; quand il prévient que la déflation provoquera des émeutes ; quand il prévoit que les pays du sud de l'Europe, aujourd'hui étranglés, finiront par choisir la voie difficile mais salutaire du défaut de paiement qui a réussi à l'Argentine : six ans après sa décision de 2001, son taux de croissance atteignait 8,5 %...

RETRAITES

Un projet biaisé

Russie

Après
la crise

p. 6-7

Henri IV

Réalités
d'un mythe

p. 10

Les Français et le roi

La royauté française est, aujourd'hui encore, victime de bien des clichés. Une revue actuellement vendue en kiosques fait le point sur l'histoire de l'institution et donne la parole à ses défenseurs actuels, entre autres les royalistes de la N.A.R.

L'ouvrage est une gageure. Les enquêteurs de l'hebdomadaire *Marianne*, alliés pour l'occasion aux chercheurs professionnels de la revue *L'Histoire* font le point sur la figure du roi et son rapport à la nation française (1). Après l'évocation de la naissance de l'institution, au Moyen Âge, trois parties aux titres évocateurs - *Le roi absolu*, *L'échec au roi*, et *La monarchie républicaine* - rappellent au lecteur que l'aspiration à la royauté est un facteur d'unification, dans notre pays.

Dans l'État moderne, la figure de Louis XIV domine. L'historien Joël Cornette (2) signale que le règne du Roi-Soleil doit être traité avec un regard froid. À l'origine de Versailles, mais aussi des horreurs de nombreuses guerres le souverain est fascinant, mais aussi l'objet d'un vif rejet. Les questionnements les plus récents touchent à l'ampleur de l'État absolu. Celui-ci

ressemble moins à un embryon d'État totalitaire, qu'à une entreprise permanente de compromis avec les diverses forces du pays, notamment l'aristocratie que l'on a longtemps cru emprisonnée à Versailles alors que les importantes clientèles provinciales, font d'elle un acteur encore puissant.

On compte dans le royaume, à l'aube du XVIII^e siècle, un gendarme pour dix mille habitants. C'est bien peu pour maîtriser la justice, et montrer les dents face au foisonnement des institutions. Dans le domaine des finances, la royauté reste prisonnière de quelques puissants intérêts privés, les fameux Fermiers généraux, qui avancent au roi ce dont il a besoin, pour ensuite prélever, dans la nation, le remboursement des sommes engagées, augmentées de quelques intérêts. Toute ressemblance avec le système actuel doit, à cet égard, être méditée. La révocation de l'édit de Nantes reste cependant

bien la plus grande des folies. La personnalisation du pouvoir ne peut pas accepter la moindre remise en cause. Ainsi explique-t-on également les chocs terribles des guerres, qui s'enchaînent à partir des années 1670.

Au XVIII^e siècle, l'infléchissement décisif, dans la remise en cause de cet absolutisme, est sans conteste l'apparition d'une opinion publique. Celle-ci s'en prend particulièrement à la symbolique d'un pouvoir qui s'isole. La presque réclusion du roi, à Versailles, a valeur de symbole. Dans les empires, le souverain peut physiquement être éloigné de ses sujets. C'est même une garantie de sa force. En France, l'isolement du roi est perçu comme une provocation.

Peu importe que quiconque ait le droit d'entrer dans le palais du roi et de parcourir la galerie des Glaces, pour peu qu'il ait loué une épée, une veste et un chapeau devant les grilles du château. L'esprit

égalitariste français préférerait que le roi multiplie les visites dans les provinces, comme cela se faisait aux siècles précédents. Ces voyages étaient l'occasion de régler les problèmes locaux, avant qu'ils ne deviennent des enjeux nationaux. Peu à peu, l'absolutisme, qui voulait être l'arbitre suprême, perd toute sa substance.

Après la Révolution française, et les tentatives infructueuses pour instaurer une monarchie constitutionnelle - peut-être, selon Pierre Rosanvallon, à cause d'un *déficit libéral* des régimes français - l'opinion se détache peu à peu du parti royaliste. À chaque élection, dans les premières décennies de la III^e République, les candidats se réclamant du roi ne défendent plus que la tradition, notamment religieuse, tout en agitant la peur du socialisme.

Mais le positionnement est aussi celui des républicains modérés, qui l'emportent. La recherche du point neutre politique qui puisse durablement symboliser l'unité du pays est toujours à trouver. C'est ce qu'expliquent les militants de la N.A.R. interrogés par Daniel Bermond et que précise l'avant-propos de ce numéro hors série. Pour faire le lien avec le débat institutionnel actuel, il précise bien que « *l'erreur de Nicolas Sarkozy est d'avoir compté pour rien la solennité de sa fonction dans la monarchie élective* ».

David NOVARRO

📖 (1) « *Les Français et le roi* », Hors série *Marianne-L'Histoire*, mai-juin 2010, vendu en kiosque : 6 €.

📖 (2) Coauteur d'une « *Histoire de France* », Belin, 2009-2011, (13 volumes, 8 déjà parus).

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE MARTINARD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Les Français et le roi - p.3 : Consultation en trompe-l'oeil - p.4 : Scandale - La dame au fouet - p.5 : La France sans Afrique - p.6/7 : Les leçons d'une crise - p.8 : Non lieu mais champ de bataille - La confusion des temps - p.9 : L'impasse d'Israël - p.10 : Galerie - Les réalités d'un mythe - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : La raison des cyniques.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €) six mois (30 €) un an (47 €) soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Consultation en trompe-l'oeil

Il faudra attendre le 11 juin, soit la fin du congrès de la CFDT, pour connaître le contenu exact de la réforme des retraites : une stratégie concoctée par l'Élysée et Matignon, d'une part, et l'organisation de François Chérèque, d'autre part.

En dévoilant son projet trop tôt, le gouvernement risquerait de se priver du soutien d'un de ses alliés les plus sûrs ; alors que le fait de repousser sa présentation après la fin du congrès cédétiste, ne présente que des avantages. Il permet de faire croire que certaines mesures impopulaires qui ne manqueront pas d'être prises - comme l'allongement de la durée de cotisation - sont partagées par une des principales organisations syndicales et qu'elles ont été démocratiquement entérinées par son congrès, donc par le monde du travail.

Il laisse croire que la consultation est bien engagée, que rien n'est arrêté, que la réflexion se poursuit, et, accessoirement, que la mobilisation intersyndicale du 27 mai n'est pas justifiée. Alors que les jeux sont faits depuis longtemps et les rôles distribués. À la CFDT, celui d'aiguillon du gouvernement, à la CGT, celui de canalisateur des mécontentements, et au Medef, celui d'épouvantail : Laurence Parisot n'ayant pas hésité le 18 mai à évoquer la nécessité d'introduire une dose de capitalisation.

Dans ce contexte, le document d'orientation à la fois très consensuel et très flou remis aux partenaires sociaux par Éric Woerth le 16 mai n'a pour objectif que de temporiser et de faire diversion en suggérant que tout le monde sera mis à contribution : les salariés en cotisant plus longtemps, et les hauts reve-

nus - un concept flou qui n'existe pas dans la comptabilité nationale - en mettant la main au porte-monnaie. Enfin, à travers ce texte, le ministre du Travail cherche également à briser la déjà fragile unité syndicale, en donnant satisfaction à chacune d'entre elle sur au moins l'une de ses revendications.

C'est toutefois la CFDT qui a été la plus entendue : le texte du gouvernement envisage, en effet, une prolongation du dispositif sur les carrières longues (acquis par François Chérèque dans la réforme de 2003), la promesse que le gouvernement étudiera la possibilité de passer sur le long terme à la retraite par point ou en compte notionnel (deux systèmes mis en place dans d'autres pays de l'Union européenne et que promeuvent les Cédétistes, mais qui entérinerait la disparition de la retraite à 60 ans), une prise en compte de la pénibilité... Il n'en faut pas plus pour que Jean-Louis Malys, le *Monsieur retraites* de la CFDT (par ailleurs ancien militant maoïste dans les années 1970, aujourd'hui passé par pragmatisme au néo-libéralisme), se délecte : « *le gouvernement acte un certain nombre de problèmes que l'on a soulevés* ».

Bien que le gouvernement en soit encore officiellement à la phase de réflexion, il ressort du document d'orientation que « *le socle d'une réponse durable et juste au déséquilibre des régimes de retraite* » demeure l'allongement de la

durée de cotisation, donc l'augmentation de l'activité. Même si cela « *n'exclut pas des mesures complémentaires* », comme l'exclusion du bouclier fiscal de la CSG et du CRDS.

Ce texte écarte une augmentation des cotisations et une baisse des pensions, les deux autres curseurs qui permettraient de renflouer les caisses du régime Vieillesse, car ils pèseraient sur le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises. Mais il est d'autres moyens d'action qui permettraient de ramener à l'équilibre les comptes de ce régime et de l'ensemble des caisses de la Sécurité sociale, et qui ne sont jamais évoqués : l'augmentation du taux d'emploi et un redémarrage de la politique salariale, deux mesures qui permettraient d'accroître automatiquement les recettes de la Sécu.

Entre 1983 et 1990, la part des salaires dans la valeur ajoutée a diminué de dix points au profit des rentiers et n'a pas changé depuis (1). Or, c'est depuis c'est époque que l'on parle de déficits de la Sécurité sociale. Enfin, une politique économique et industrielle dynamiques rompant avec l'ultra-libéralisme et la mise en place de mesures protectionnistes (2), entraîneraient les créations d'emplois qui font défaut actuellement, contribueraient à relancer l'économie et combleraient le déficit du régime de retraite.

Nicolas PALUMBO

(1) cf. l'entretien avec Philippe Arondel dans *Royaliste* n° 967, pages 6-7, « *Salaires - Les jeux sont faits ?* ».

(2) cf. la motion du dernier congrès de la NAR : « *Ré-industrialisation et néo-protectionnisme* », *Royaliste* n° 969, page 11.

L'écho des blogs

Vive les réformes ! C'est l'avis des experts de *Natixis* (1) « *Après la crise le niveau de PIB ne retrouvera jamais celui qui était attendu avant la crise.* » et qu'en conséquence « *Nous trouvons qu'il faudrait réduire les dépenses publiques, pour tenir compte de la perte irréversible de niveau de PIB, de environ : 7 points de PIB au Royaume-Uni, 5,5 points de PIB en France, 15 points de PIB en Espagne...* ».

De son côté Jacques Attali affirme clairement s'adressant aux chefs d'État européens, que la démocratie pose problème (2) « *Ils ne réalisent pas que ces deux principaux acteurs du monde se sont donné une gouvernance efficace : les Chinois ont donné tout pouvoir à un parti ; les Américains ont confié l'essentiel des manettes à leur Banque Centrale* ». Jean-Claude Trichet poursuit dans une interview au *Spiegel* (3) « *Nous devons faire un bond en avant dans la surveillance mutuelle des politiques européennes en Europe. Nous avons besoin de meilleurs mécanismes pour prévenir et sanctionner les écarts de conduite. La BCE réclame ici de profonds changements.* »

À ces attaques la manipulation ne manque pas, toute la presse nous a informé qu'en Grèce (4) « *Le gouvernement aurait accepté (...) d'augmenter l'âge moyen de la retraite de 53 à 67 ans... Mais si l'on consulte les chiffres européens concernant l'âge légal du départ à la retraite, par exemple, on peut constater qu'il est en Grèce de 60 ans pour les femmes, de 65 ans pour les hommes.* » Le démenti qui suivit fut beaucoup moins audible !

Quelques exemples du travail des prescripteurs d'opinion aux ordres pour justifier les réformes.

François ENNAT

■ (1) <http://gesd.free.fr/fias0216.pdf>

■ (2) <http://blogs.lexpress.fr/attali/2010/05/agissez.php>

■ (3) http://www.lemonde.fr/economie/article/2010/05/15/trichet-la-situation-la-plus-difficile-depuis-la-2e-guerre-mondiale_1352330_3234.html

■ (4) <http://www.agoravox.fr/actualites/medias/article/desintox-les-grecs-et-la-retraite-74461>

Scandale

La dame au fouet

En Russie et dans plusieurs anciennes républiques soviétiques, la commémoration de la victoire sur l'Allemagne a lieu le 9 mai. Cette année 2010 est celle du 65^e anniversaire. C'est aussi l'année croisée franco-russe. Des troupes françaises participaient au défilé traditionnel et les pilotes du Normandie-Niemen, auquel les Russes vouent un véritable culte, étaient tout particulièrement à l'honneur. Les héros de l'Armée rouge, les enfants et les petits-enfants des victimes de la guerre, méritaient que la France leur rende un hommage tout particulièrement chaleureux.

Nicolas Sarkozy se devait (nous devait) par conséquent de représenter la nation française sur la Place rouge. Sa présence avait été annoncée. Il s'est décommandé au dernier moment « *compte tenu de la crise financière que traverse la zone euro* ».

Mauvais prétexte : Moscou n'est pas loin de Paris et l'avion présidentiel est équipé des moyens modernes de transmission. Surtout, Angela Merkel, non moins impliquée que le supposé président dans la crise monétaire, s'est rendue à Moscou.

Nos amis russes ont été déçus et se sont sentis blessés. Ils savent, ou devinent, que l'indifférence et la paresse d'un homme étranger à l'Histoire ne correspond en rien à l'attitude du peuple français. Nous entretenons le souvenir de la fraternité d'armes. Nous n'ignorons rien des immenses sacrifices consentis par tous les peuples de l'Union soviétique pour que l'ennemi commun soit finalement écrasé dans Berlin.

Jacques BLANGY

Dans le chaos des événements provoqués par une spéculation déchaînée, Angela Merkel veut s'imposer pour faire régner la discipline allemande dans l'Union européenne.

Nous connaissons par cœur le cliché des bons et des mauvais élèves de la « classe européenne » soumise aux préceptes ultra-libéraux et nous avons l'insolence de demander qui était le Maître. Nul n'était en mesure de répondre car le rôle était joué successivement ou simultanément par MM. Trichet, Barroso, Junker, Sarkozy... La crise de la zone euro est en train de clarifier les choses au profit de la dame de fer allemande, voici comment :

D'abord, on a appris (12 mai) que la Commission européenne souhaitait que les budgets des États-membres de l'Union lui soient désormais soumis avant même leur présentation devant les parlements nationaux. Souhait aberrant ! Ou bien on soumet le budget pour simple avis et la chose n'a pas plus d'importance qu'un avis de notre Conseil d'État sur la burqa. Ou bien la Commission exerce un véritable contrôle a priori et c'est la fin de la démocratie libérale car le vote du budget est le critère décisif du parlementarisme. La Suède s'y oppose, la France fait connaître ses réserves et il semble que l'affaire soit enterrée.

Au contraire ! Depuis que l'usine à gaz européenne menace d'exploser ses dirigeants ne cessent de réclamer un *gouvernement économique*, une *fédéralisation des budgets* et autres formules magiques

qui feraient sortir l'Union des impasses juridiques et politiques dans lesquelles elle s'est enfermée. C'est reconnaître que le traité de Lisbonne, présenté il y a peu comme salutaire, a organisé l'impuissance, comme les précédents. C'est admettre qu'une monnaie réputée *unique* est une fiction si elle n'est pas l'acte d'un pouvoir légitime et souverain.

Mais au lieu d'abandonner un fédéralisme impossible (on ne peut réduire une nation millénaire au rang d'un État américain) et de reconnaître enfin que la forme confédérale est la seule forme d'union possible pour l'Europe, l'oligarchie a choisi une fois de plus la fuite en avant selon une logique imbécile : si le modèle ultra-libéral s'est effondré, c'est parce qu'il n'était pas achevé ; si les mesures d'austérité ne calment pas « *les marchés* », autrement dit les spéculateurs, c'est qu'il faut encore et toujours plus d'austérité.

C'est là que surgit Angela Merkel. L'histoire de la première quinzaine de mai n'est pas faite et nous ne savons pas encore comment se sont prises les décisions qui ont conduit au sauvetage des banques françaises et allemandes (sous le masque d'un « *plan d'aide à la Grèce* ») et à l'annonce d'un plan de soutien à l'euro, toujours virtuel au lendemain du 9 mai et qui n'a pas empêché la chute (bienfaisante) de la *monnaie*

unique dans la semaine qui a suivi.

Tandis que dame Merkel prenait, sans consulter ses partenaires, une décision intelligente (l'interdiction des ventes à découvert à nu) que la France, entre autres, a refusé d'imiter, les gouvernements de l'Union décidaient tour à tour de renforcer les mesures d'austérité, la faiblesse des réactions syndicales les incitant à frapper les peuples pour apaiser les spéculateurs. Je m'attendais vaguement à ce que Nicolas Sarkozy prononce un discours *volontariste* et *national* rédigé par Henri Guaino. Il a préféré s'aligner tout de suite et surenchérir dans la soumission : on annonce que la Constitution sera réformée sur le modèle allemand, afin que le principe du retour à l'équilibre des finances publiques y soit inscrit. Cette imbécillité, qui aurait empêché le trop timide plan de relance de 2009, ne réunira probablement pas la majorité requise au Congrès mais elle montre dans quelle soupe idéologique baignent les cerveaux élyséens.

En France, nous n'aurons pas la rigueur – mot interdit. Mais on va nous administrer la discipline allemande qui consiste à juguler les déficits budgétaires et à punir les peuples pour des fautes inexistantes. L'Union européenne a désormais une seule politique : la déflation, qui va nous pousser dans la récession, au mieux, ou nous faire basculer dans la dépression, au pire.

Sylvie FERNOY

La France sans l'Afrique

Plaise à Dieu que Sarkozy ne soit pas tenté de refaire devant les chefs d'État africains à Nice son calamiteux discours de Dakar. Mais aura-t-il le courage d'entreprendre son contraire ?

C ommémoration de cinquante ans d'indépendances africaines. On a cru avoir trouvé la bonne idée. Une façon, avec comme Secrétaire général un vétéran des réseaux de la Françafrique – l'ancien ministre Jacques Toubon, chantre de la francophonie – de resserrer les liens de la famille, sans s'occuper des trois indépendances de 1960 non-françaises : le Nigeria, la Somalie et le Congo belge, excusez du peu.

Pour les Africains, ce retour en arrière n'a rigoureusement aucun sens. Les Anciens sont tous morts ou presque. L'Afrique ne regarde jamais en arrière. Son temps privilégié est le jour présent et le jour d'après, Inch Allah, si Dieu nous prête vie. Le temps du pauvre. De quel bilan s'agit-il ? De celui de la colonisation, à jamais ressassée ; de la décolonisation, un non-événement ; des cinquante ans d'indépendance, qui ne regardent pas les capitales ex-coloniales ou trop ? L'Afrique ne se prête à des sommets ou des forums que pour compter l'argent qui lui échoira pour manger demain. À tous les niveaux, du président et du ministre des Finances aux ONG et aux réfugiés.

Le président s'est résolu après trois ans à renouer avec la tradition des sommets Afrique-France. Celui de Nice les 30 mai et 1^{er} juin doit être différent et marquer la rupture avec les sempiternelles grand-messes. On a réparti les chefs d'État en groupes de travail ; on leur a associé des dirigeants économiques de France et

d'Afrique ; sur des thèmes de réflexion qui mettent en valeur l'offre française. Au bout de trois ans, Paris peut commencer à afficher un bilan : la révision des accords de défense, la réforme de la politique culturelle extérieure, l'encouragement au secteur privé via l'Agence française de développement, la reprise de nos relations avec un certain nombre d'États difficiles (Rwanda, Angola).

Tout ceci est très balbutiant, car l'intendance ne suit pas : réduction de l'aide sous forme de dons à la peau de chagrin, européanisation de nos interventions militaires, transferts de compétences diplomatiques aux ambassades de l'Union européenne, multilatéralisation de nos actions de développement, ouverture passive à la mondialisation au profit des concurrences asiatiques, priorité donnée à l'ONU dans le règlement des conflits selon des critères qui privilégient le maintien de notre positionnement international vis-à-vis de Washington au détriment parfois de nos intérêts en Afrique.

En Afrique même, nous avons maladroitement cherché à construire des relations alternatives avec ceux qui nous apparaissaient les poids lourds du continent : Égypte, où devait se tenir ce sommet, mais où il était impossible de ne pas inviter le président soudanais dont nous soutenons la mise en examen devant la Cour Pénale Internationale (CPI), Afrique du Sud, Nigeria, à terme Angola et Éthiopie. Comme il n'y a aucun pays francophone parmi ces Grands, nous restons à la remorque, sauf à soutenir les efforts de l'Union Africaine où,

par la vertu du nombre, nous avons jusqu'à présent réussi à faire élire des secrétaires généraux francophones (actuellement le Gabonais Jean Ping).

Si demain la zone franc décidait de mettre à exécution son projet d'autonomisation par rapport au Trésor français et du même coup par rapport à l'euro, tout en demeurant une zone monétaire unissant Afrique occidentale et Afrique centrale, le ministre du Budget du gouvernement Balladur qui en 1994 avait mené la dévaluation du franc CFA, avec l'idée d'aller encore plus loin dans la liquidation de cet héritage, n'en serait sans doute pas fâché.

Qui le lui contesterait ? Qui le conseillerait autrement ? Le rédacteur du discours de Dakar du 26 juillet 2007, au tout début de son mandat ? Même si Sarkozy avait jusqu'alors vécu coupé de ce volet de l'histoire de France, et s'il n'a pas su s'entourer ou écouter, il n'en reste pas moins que d'une manière générale, nos relations africaines ne bénéficient plus comme par le passé en France même d'une base de soutien politique, économique, universitaire, médiatique suffisamment large. Les milieux issus de l'immigration, contrairement à d'autres pays (États-Unis, Grande-Bretagne, pays scandinaves), n'y jouent pratiquement aucun rôle (la prédominance des Antillais fausse la relation).

L'expertise ancienne de l'Outre-Mer, issue des administrateurs coloniaux et perpétuée jusqu'à ces derniers jours dans l'armée d'Afrique, n'a pas été remplacée. À qui irions-nous pour comprendre les Africains d'aujourd'hui ? La vérité en tout cas ne sortira sans doute pas des colloques de Nice.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **AFRIQUE DU SUD** – Le roi des Thembus de l'ouest, Lwandile Matanzima Zwelenkosi, âgé de 39 ans, est décédé soudainement à l'hôpital Saint-Dominique d'East London. Le défunt était un des six rois de la province du Cap-Oriental et le petit-fils de Kaizer Matanzima Daliwonga, l'ancien président du Transkei, l'un des bantoustans indépendants créés lors du régime de l'apartheid. L'une des personnalités la plus connue du peuple thembu est Nelson Mandela, lui-même arrière-petit-fils de Inkosi Enkhulu, roi des Thembus.

♦ **ALBANIE** – Le prince Leka, fils unique du roi Leka et de la défunte reine Suzanne, se fiance avec Elia Zaharia, à cette occasion il rencontrera la presse à Paris le 16 juin prochain. Petit-fils du roi Zog I^{er} et de la reine Geraldine, le prince est né en exil en 1982 en Afrique du Sud. Il travaille actuellement comme conseiller au Ministère des Affaires étrangères de son pays.

♦ **BULGARIE** – Interrogé par la chaîne de télévision bulgare bTV, le roi Siméon a démenti vouloir se présenter aux prochaines élections présidentielles de 2011.

♦ **RUSSIE** – Le feuilleton juridique concernant l'enquête criminelle sur l'exécution du dernier tsar de Russie Nicolas II et de sa famille se poursuit. En janvier dernier, la famille Romanov avait saisi le tribunal Basmany de Moscou en lui demandant de juger « *illégal et infondée* » la décision du comité d'enquête du parquet russe de clore cette enquête. En mars, le tribunal avait rejeté sa demande. La Cour de cassation de Moscou vient d'invalider cette décision et d'ordonner le renvoi devant une autre juridiction.

♦ **LUXEMBOURG** – Le grand-duc héritier Guillaume de Luxembourg accompagné du ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et d'une importante délégation d'hommes d'affaires vient d'effectuer une mission de promotion économique en Arabie Saoudite. Il a été reçu en audience par le roi Abdallah ben Abdelaziz Al Saud.

♦ **THAÏLANDE** – La maladie et le grand âge du roi Bhumibol se sont cruellement fait sentir lors de la crise que traverse le pays. Ils posent aussi la question de sa succession. Le prince héritier Maha Vajiralongkorn, âgé de 57 ans, s'est surtout fait connaître par sa vie sentimentale tumultueuse et n'est guère apprécié des Thaïlandais, beaucoup craignant qu'il ne se révèle comme un chef faible s'effaçant devant la dictature des militaires. En privé, les hypothèses se multiplient certains suggérant que sa sœur la princesse Sirindhorn, extrêmement populaire, soit désignée à sa place. Le droit actuel permet en effet d'avoir une femme comme souveraine, loi qui n'a jamais été testée et personne ne sait comment les différents groupes d'intérêt – en particulier les forces armées et ceux qui sont derrière le prince héritier – pourraient réagir. D'autres souhaitent que soit sautée une génération et que ce soit son fils le prince Dipangkorn Rasmijoti qui succède. Mais ce dernier n'est âgé que de cinq ans et se poserait alors le problème d'une régence.

Les leçons d'une crise

L'hostilité des médias français à l'égard du gouvernement russe les conduit à nous maintenir dans l'ignorance des réalités économiques et politiques de la Russie. Le cliché sur la rente pétrolière et les diatribes (inopérantes) contre Vladimir Poutine tiennent lieu d'information. Puissance européenne amie et alliée de la France, la Russie est digne d'une analyse sérieuse assortie d'une critique fondée des choix effectués par divers centres de décision.

Nous remercions Jacques Sapir, directeur d'études à l'EHESS, d'avoir accepté de nous présenter cette mise au point.

N.B. Cet entretien est tiré d'une conférence prononcée aux *Mercredis de la NAR*. Une version plus complète est publiée sur le [blog de Bertrand Renouvin](#).

■ **Royaliste** : Quelle est la nature de la crise que la Russie a connue ?

Jacques Sapir : Il est clair que la Russie sort d'une crise courte et violente, dont les causes sont complexes. La crise a été courte. Le pays a renoué avec la croissance dès décembre 2009. La crise a cependant été d'une rare violence : l'indicateur de la production industrielle est tombé pendant deux mois de plus de 20 %, le PIB a baissé de 16 % pendant un ou deux mois et la baisse sera de 8 à 9 % pour l'année 2009. Il est important de souligner que le revenu réel des ménages est resté globalement stable pendant cette période.

Mais il y a eu de brusques à-coups car, dans certains cas, les salariés ont supporté des retards de paiement en février et en mai 2009 et le gouvernement a été obligé d'intervenir auprès des entreprises pour

que les salaires soient payés. Cependant, on a vu la consommation de biens durables s'effondrer de 10 % environ, avec des pics à moins 15 %. Puisque leur revenu est resté stable, cette baisse de consommation s'explique par le fait que les Russes ont massivement accru leur épargne - mais pas seulement.

■ **Royaliste** : Quelles sont les causes de cette crise ?

Jacques Sapir : Tout le monde a dit : « *c'est à cause des prix du pétrole* ». Il aurait mieux valu dire que c'était aussi à cause des prix du gaz, de l'acier, de l'aluminium, etc.. Il est vrai que le cours de toutes les matières premières s'est effondré à partir de septembre-octobre 2008. Mais cet effondrement a été de très courte durée : dès l'été 2009 les prix des matières premières ont en gros retrouvé leur niveau de fin 2007. Le simple impact des matières

premières pourrait expliquer une chute de trois à six mois de la production mais certainement pas la nature et la violence de la crise russe. D'autant plus qu'en termes d'emplois, l'impact de cette crise des cours des matières premières a été très variable.

La production qui a le plus baissé, c'est le gaz : moins 15 %. Cela s'explique par la baisse de la consommation de gaz, due à la crise dans les pays d'Europe occidentale mais aussi à un hiver 2008-2009 assez doux. Mais l'industrie gazière emploie très peu de monde. Le pétrole a certes beaucoup baissé en prix (de plus de 140 USD le baril à près de 37 USD) mais les volumes de production ont un peu augmenté (1,5 %). Ici il n'y a pas eu d'impact sur l'emploi. Pour l'acier et l'aluminium, il y a eu à la fois baisse des prix et forte contraction des volumes : au plus fort de la crise la demande

d'acier a chuté de 20 % et la demande d'aluminium de 25 à 28 % - mais la production d'acier a repris au mois d'octobre dernier. La crise des matières premières a indéniablement joué, mais elle n'explique pas la totalité de la crise russe.

■ **Royaliste** : Quel a été l'effet en Russie de la crise des liquidités internationales ?

Jacques Sapir : C'est là un facteur important. Avant la crise, la situation était la suivante : à cause de la politique de la Banque Centrale russe, les entreprises et les banques russes cherchaient à jouer sur les deux tableaux : elles empruntaient en dollars parce que les taux d'intérêt en dollar étaient sensiblement inférieurs aux taux en roubles ; par ailleurs, le rouble se réévaluait par rapport au dollar. D'où une double incitation à s'endetter en dollars auprès de non-résidents. La crise des liquidités internationales a empêché les entreprises et les banques de re-financer la part à court terme de leurs dettes - ce qui a obligé le gouvernement russe à mettre sur pied un plan très ambitieux d'aide aux banques et aux entreprises. Somme toute, cette crise des liquidités n'a pas été mal gérée même si elle n'a pas été anticipée et si, par des déclarations malencontreuses, le ministre des Finances, Alexis Kudrin, l'a en un sens aggravée.

■ **Royaliste : Alors, d'où vient le problème ?**

Jacques Sapir : Il est venu essentiellement de la Banque Centrale de Russie. Celle-ci a réagi à l'inverse des autres grandes centrales : elle a augmenté son taux d'intervention de 11 à 13 % alors que quasiment toutes les autres Banques Centrales baissaient massivement leurs taux. Elle est restée à ce taux très élevé jusqu'au mois de mai ; elle a ensuite baissé son taux jusqu'à 8,75 % mais le mal est fait : les taux à un an consentis aux ménages et aux entreprises ont brutalement augmenté jusqu'en mai. Ce qui nous amène à la troisième cause de la crise russe : la contraction du crédit. Cette contraction a été le fait des banques commerciales, qui ont d'elles-mêmes rationné le crédit, et de la Banque centrale qui a incité les banques commerciales à réduire leurs crédits. Globalement, la masse monétaire a baissé d'environ 10 % en termes nominaux alors que cette masse augmentait de 30 à 40 % depuis cinq ans.

■ **Royaliste : Quelles ont été les conséquences de la réduction de la masse monétaire ?**

Jacques Sapir : Les effets de cette contraction du crédit ont été dévastateurs pour certaines productions, et beaucoup moins importants pour d'autres. L'ensemble des produits chimiques et le secteur *bois papier cellulose*, par exemple, ont maintenu leurs positions. Dans le même temps, la production d'automobiles a baissé de 58 %, la production de camions de 65 % et dans tous les matériaux de constructions les baisses ont été de 30 à 40 %. Ces baisses sont pour une grande part l'effet de la contraction du crédit sur la consommation interne. En fait, la politique de la Banque Centrale a équivalu à un coup de frein géant sur la consommation interne.

■ **Royaliste : Le gouvernement russe n'a-t-il pas vu les effets néfastes de la politique de la Banque centrale ?**

Jacques Sapir : Le Premier ministre était conscient du problème. À partir de juillet dernier, Vladimir Poutine a fixé des objectifs de crédits aux banques mais ils n'ont pas été respectés. Il y a en fait un conflit feutré mais assez violent entre les ministres du bloc économique (l'Industrie n'y est pas, mais on y trouve les Finances et le Développement Économique) et les ministres qui sont plus proches de Poutine. Dans la crise, ce gouvernement a fonctionné au mieux de manière non coordonnée, au pire et selon les décisions, on a assisté à des décisions qui ont été prises manière autonome par certains ministères.

■ **Royaliste : La crise a-t-elle atténué la position de la Russie auprès de ses voisins ?**

Jacques Sapir : Paradoxalement, non ! Le choc de la crise a été beaucoup plus important chez ses voisins. Les pays baltes sont sous la coupe du FMI qui impose une politique déflationniste qui va entraîner des catastrophes. L'Ukraine a connu une contraction dramatique de sa production accompagnée d'une grosse poussée d'inflation (+ 30 %) et le FMI a suspendu son aide - ce qui met le pays dans une situation très difficile pour les paiements à court terme. Les États d'Asie centrale ont eux aussi connu de graves difficultés, notamment sous l'effet de la crise russe car les travailleurs immigrés sont rentrés chez eux ou ont envoyé moins d'argent. La Bulgarie et la Roumanie ont été fragilisées par la crise et elles ne maintiennent leur activité que grâce aux entreprises russes ou liées à la Russie.

■ **Royaliste : La Russie va-t-elle devenir une place financière internationale ?**

Jacques Sapir : C'est dans la logique des choses, mais la Russie a payé d'un prix exorbitant l'appréciation du rouble. Bien entendu, le gouvernement a cherché à limiter les effets de la hausse de sa monnaie en soutenant l'industrie. Aujourd'hui, l'État finance largement les entreprises et au



■ **La politique menée par la Banque centrale russe a contribué à aggraver la crise...**

total le poids de l'État représente au moins 40 % de la formation brute de capital fixe en Russie. Nous sommes loin de cette industrie massivement privatisée qu'on nous présente ! C'est d'ailleurs une nécessité : on ne peut pas lutter autrement contre la pression à la désindustrialisation impliquée par un taux de change surévalué. Mais cette pression du taux de change explique aussi la réaction aberrante de la Banque Centrale.

Au moment où la crise de liquidités débute aux États-Unis, fin septembre, le rouble commence à s'effondrer car les opérateurs financiers cherchent désespérément des capitaux. Comme le marché international des capitaux est en train de s'assécher, pour un grand nombre d'entre eux il n'y a pas d'autres solutions que de vendre massivement leurs avoirs à court ou moyen terme en Russie. On assiste donc à une sortie massive des capitaux, dont il faut souligner qu'elle ne traduit nullement une méfiance particulière des opérateurs pour la Russie mais uniquement un problème de liquidité aigu. C'est cette sortie massive des capitaux qui provoque la chute brutale du rouble et qui met les banques russes et les entreprises, largement et lourdement endettées en dollars, dans une situation très difficile. La réaction la plus logique aurait été d'instituer un contrôle des capitaux. Si la Banque centrale avait institué ce contrôle des capitaux à court terme, elle aurait considérablement limité les dégâts...

■ **Royaliste : Pourquoi la Banque centrale n'a-t-elle pas choisi cette solution ?**

Jacques Sapir : Elle a considéré qu'elle n'aurait aucune crédibilité par rapport au projet financier du gouvernement si elle faisait ce choix. Donc elle a choisi la hausse des taux d'intérêts pensant ainsi stopper un mouvement de spéculation. Cependant, ce mouvement était en fait mineur et la cause essentielle des sorties de capitaux en octobre et novembre 2009 a bien été la crise de liquidité, que subissaient les acteurs financiers occidentaux. Ainsi, cette politique ne permettait pas de s'opposer aux sorties de capitaux.

Un autre facteur a été l'inquiétude des acteurs internationaux quant à la solvabilité de la Russie. Cette inquiétude était injustifiée, mais les marchés ont mis un certain temps à s'en apercevoir. Une partie de ces mouvements se sont arrêtés quand les plans d'aide à la solvabilité, mis en place par les pays occidentaux ont fait leurs effets. La confiance dans la solvabilité de la Russie est revenue lorsque les prix du pétrole ont remonté. Ainsi, la Russie a bien été victime *indirectement* des prix du pétrole et *directement* de sa politique financière mais pas pour des raisons matérielles : seulement pour des raisons politiques et psychologiques. Cet échec a provoqué un vaste débat, qui n'est pas terminé.

Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS

Non lieu mais champ de bataille

Dix ans après *l'affaire Vasseur*, un ouvrage d'origine similaire tente une approche plus large des questions soulevées par les prisons.

Il en est des livres sur les prisons comme des détenus et des cellules : ils sont parfois plus nombreux que les places sur les étales des librairies. Comme en tout genre littéraire, il en est d'excellents comme de médiocres, et celui de Christiane de Beaurepaire, *Non-lieu : un psychiatre en prison* n'est pas le plus mauvais.

Quinze ans de vie professionnelle derrière les hauts murs de Fresnes permettent à qui dispose de convictions et de quelque propension, de commettre un épais ouvrage aucunement ennuyeux, truffé d'anecdotes et de témoignages (par exemple la saisissante arrivée de Maurice Papon en détention) de cet ailleurs, de ce **non lieu**, progressivement traduits en arguments politiques. Si ce livre n'a pas eu le même écho que celui de Véronique Vasseur *Médecin chef à la Santé* dix ans plus tôt, il est cependant plus intéressant et plus honnête.

En dépit d'un style dont l'ironie peut finir par lasser, et d'une indignation propre à une certaine bien-pensance, l'auteur pointe sans manichéisme excessif les contradictions de l'institution pénitentiaire mais aussi hospitalière, vis-à-vis de laquelle elle a le courage de charger quelques confrères. La critique en règle de la politique de Nicolas Sarkozy et Rachida Dati est étayée par une démonstration du glissement considérable de la punition du crime à la prévention du risque avec notamment la loi du 25 février 2008 sur la rétention de sûreté.

Elle évoque aussi la grande saignée de l'hôpital psychiatrique en France qui, en perdant des dizaines de milliers de lits depuis 40 ans, a permis le basculement d'un nombre équivalent de personnes vers le système carcéral. Et d'apporter ce chiffre assommant de brutalité et totalement éclairant : une journée d'hospitalisation coûterait 600 € par jour, une journée de détention 80 €. Ce livre est donc aussi un plaidoyer pour la psychiatrie publique, même s'il n'aborde pas franchement la responsabilité de la mouvance libertaire de l'antipsychiatrie dans la fermeture des *asiles*, aubaine pour les néo-libéraux de réduire la dépense publique et bâtir à moindre frais un État pénal que l'auteur déplore.

Cependant la faille de l'ouvrage réside surtout dans l'approche de la population pénale au seul prisme de sa fraction qui fréquente les services psychologiques à sa disposition, laissant de côté les autres parties, croissantes, de la délinquance d'agression physique de voie publique, de gros trafics et de caïdat. Il n'est donc pas dit (ni même pensé ?) ce qu'il conviendrait de faire de ces délinquants une fois les malades mentaux rapatriés à l'asile – un autre non lieu d'ailleurs. Il n'évite donc malheureusement pas au final la reprise en chœur des traditionnels discours abolitionnistes.

Romain BEAUMONT

☞ Christiane de Beaurepaire - « *Non-lieu : un psychiatre en prison* », Fayard, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

Confusion des temps

Il est nécessaire et urgent de défendre le programme du CNR et l'œuvre économique et sociale accomplie à la Libération. Mais qu'on ne fasse pas d'amalgame entre la Résistance française et les résistances à l'ultra-libéralisme.

Nous avons été parmi les premiers à souligner la gravité de l'aveu de Denis Kessler, l'un des plus influents idéologues du Medef, affirmant en 2007 que le programme du gouvernement est de « *défaire méthodiquement le programme du CNR* ».

Cette déclaration a incité beaucoup de jeunes militants à lire ou relire le programme du Conseil national de la Résistance, d'où procède le Préambule de la Constitution de 1946 et les mesures révolutionnaires prises par le Gouvernement provisoire à Alger puis à Paris. Démarche salutaire qui a conduit à la rédaction d'un ouvrage utile (1) dans lequel on trouve le texte du CNR dans son intégralité et l'analyse des décisions prises : création de la Sécurité sociale, nationalisations, etc.

Il est ensuite montré comment, depuis trente ans, le patronat et la droite, avec la complicité d'une partie de la gauche depuis 1983, s'ingénient à détruire l'organisation industrielle du pays par les privatisations et à défaire peu à peu notre système de protection sociale. Appel est donc lancé aux citoyens pour qu'ils résistent à ce travail de destruction. Nous agissons dans cet esprit de fidélité et nous aurions volontiers participé à la réflexion engagée par les auteurs du livre si l'association des « *Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui* » ne pratiquait pas l'amalgame

douteux et la récupération plus que gênante.

Sous prétexte que Nicolas Sarkozy se rend aux Glières pour s'annexer la mémoire des combattants de ce glorieux maquis, les *Citoyens résistants* se flattent d'organiser chaque année au même endroit une contre-manifestation. Malgré les précautions de style prises dans leur livre, ces militants tentent de faire l'amalgame entre la Résistance et les organisations de résistance à l'ultra-libéralisme et au sarkozysme. Qu'ils le veuillent ou non, il y a là captation d'un mémoire et d'un héritage qui appartiennent à tous les Français : aux électeurs de Nicolas Sarkozy aussi bien qu'aux militants de gauche et aux amis de la culture potagère, de la promenade en vélo ou des Palestiniens en lutte (armée).

Pétris de bonne conscience, les *Citoyens résistants* ne voient pas qu'ils créent le trouble parmi les anciens Résistants (quelques-uns vont aux Glières avec Sarkozy, d'autres avec la gauche) et refusent de prendre acte des communiqués de l'*Association des Glières* : l'ensemble des Associations issues de la Résistance dénonce chaque année la contre-manifestation comme un acte **inacceptable et indécent**. Ce jugement doit être respecté.

Yves LANDEVENNEC

☞ (1) Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui - « *Les jours heureux* », La Découverte. 2010. prix franco : 15 €. [Achat immédiat](#)

L'impasse d'Israël

Si je reviens si vite à Régis Debray, ce n'est pas parce que je veux ne pas décrocher de l'écrivain coureur de fond. C'est parce que sa lettre à un ami israélien (en l'espèce Élie Barnavi, ancien ambassadeur d'Israël en France) rejoint un souci lancinant, existentiel, dont nous autres Français ne pouvons nous décharger sans nous renier nous-mêmes. J'en parle avec d'autant plus de conviction que j'ai vécu plusieurs mois durant en liaison directe avec Jérusalem, ma fille faisant un stage dans un quotidien israélien et habitant dans la vieille ville, en plein quartier arabe. Je connais donc la difficulté qui consiste à vouloir être juste et loyal envers l'État hébreu, sans cacher tous les reproches que nous inspire sa politique désastreuse à l'égard des Palestiniens. C'est presque impossible, d'autant que c'est une vérité officielle, répandue autant en Israël que dans les campus américains, que la France serait à nouveau dévorée par le virus de l'antisémitisme et qu'elle adopterait systématiquement le point de vue hostile à la cause sioniste. Il est vrai pourtant qu'il existe des interlocuteurs comme Élie Barnavi qui sont prêts à tout entendre, pourvu que le message qui leur est adressé, si sévère soit-il, serve d'abord la lucidité, c'est-à-dire le courage de l'intelligence.

D'ailleurs Régis Debray laisse le dernier mot au destinataire de sa lettre, qui lui répond avec autant de franchise et lui donne acte de son amicale honnêteté : « *Nous avons désespérément besoin de voix comme la tienne, impatientes, âpres, grondeuses, parfois excessives, mais toujours humaines et, tout compte fait, affectueuses. Si seulement tous les contempteurs d'Israël étaient à ton image...* » Il ne faut pas se cacher pourtant qu'une telle bienveillance n'est pas partagée par un Claude Lanzmann (le réalisateur de *Shoah*) qui reproche dans *Le Point* à l'écrivain de manquer de toute empathie pour Israël, sa religion et sa *vulnérabilité ontologique*. Un universitaire israélien, Aviad Kleinberg, réagit vivement dans le même magazine en incriminant un « *dédale fait de métaphores brillantes, d'ironie sophistiquée et, finalement de préoccupations très françaises.* » C'est, il est vrai, pour mieux confirmer les avertissements du Français et pour se montrer presque plus sévère que lui : « *Le bateau de l'État navigue à vue, allant là où le poussent les vents du monde et un groupe très étroit de politiciens cyniques et corrompus.* » En somme, les préoccupations hautement philosophiques et culturelles ne sauraient mordre sur une réalité beaucoup plus prosaïque. Régis Debray aurait peut-être une idée trop exigeante du sionisme qui depuis longtemps aurait renoncé à poursuivre sa propre utopie, celle qui voulait que cette nation de pionniers ne soit pas exactement un pays comme les autres.

par Gérard Leclerc




Précisément, pour Régis Debray, il y a deux Israël : « *Sans doute plus mais au moins deux. Depuis toujours. Le royaume d'Israël, au Nord, et celui de Juda, au Sud, réunis en un seul par David, légendaire et courte idylle. Il y a aujourd'hui, même si le second déborde sur le premier, Tel Aviv et Jérusalem. Laïcs et religieux. Colons et anticolons. Rabin et l'assassin de Rabin. L'Israël généalogique et l'Israël vocationnel. Les deux s'enlacent et se combattent. C'est une étreinte et c'est une lutte. Jacob avec l'Ange, sur le Yabboq.* » C'est un joli démenti à Claude Lanzmann, car même si l'insupportable gourmet des mots poursuit son festival d'antithèses, ce n'est jamais gratuit ou superficiel. La preuve, c'est qu'il touche là où ça fait mal, et souvent là où ça résonne profond, du côté de cet héritage biblique et de ce génie religieux que loin de dédaigner, il interroge au terme de son interpellation. La Bible est multiple et engage dans une pluralité d'itinéraires : « *Pour l'heure, Abraham est mal en point, inutile de le souligner, et Moïse n'a pas le vent en poupe. C'est l'heure de Jacob. Repli sur le bunker.* »

On comprend qu'une telle rhétorique irrite, mais elle est plus stimulante que paralysante. Israël n'est pas condamné à demeurer dans le piège où il s'est enfermé. Sa culture l'invite à d'autres possibles. Et là-dessus Élie Barnavi est bien d'accord, quoiqu'il ne soit pas toujours aisé de trouver l'accord entre religieux et humanistes. Le sionisme appartenait au domaine des idéologies modernes, laïcistes, suspectes aux yeux des religieux, purs témoins d'une Promesse aux antipodes d'un projet temporel et guerrier. Des recompositions se sont produites où ni les uns ni les autres ne se retrouveraient. Élie Barnavi : « *Toujours est-il que le sionisme classique, porteur de ce projet, s'est épuisé à la tâche et, dans sa défroque usée, s'est glissé le néo-messianisme messianique des fous de Dieu. La rhétorique pionnière est la même, le projet est radicalement autre.* » Où trouver dans

ces conditions l'issue heureuse ?

Si elle n'est pas du côté des religions forcément meurtrières (une formule illustrée par Barnavi dans un essai dont je conteste l'argument de fond) et si elle n'est pas non plus aux mains de politiques impuissants, faut-il la rechercher dans l'unique Amérique et dans le miraculeux Obama ? Barnavi reproche à Debray de s'enfermer dans un essentialisme culturel qui fixerait aussi bien Israël, l'Europe que l'Amérique dans des postures définitives. Le peuple de la Promesse, disposant des trois armes absolues que sont la Bombe, la Bible et l'Holocauste, serait investi d'une toute puissance désastreuse pour lui-même, mais aussi pour les deux partenaires, ses alliés, qu'il entretiendrait dans l'indécision et l'incapacité de le forcer à changer ses méthodes. Obama saura-t-il forcer le destin en échappant à son irrésolution ? Est-ce vraiment la seule solution pratique du conflit du Proche-Orient ? Il est vrai qu'aujourd'hui, hors de pareil *deus ex machina*, tout paraît improbable. Cependant, Régis Debray qui s'intéresse surtout à la dimension culturaliste et religieuse n'est pas illégitime dans sa volonté de dénouer les complexes profonds qui enferment le sionisme dans une trop évidente névrose. Ce n'est pas être ennemi d'Israël, c'est au contraire lui manifester un vigilant attachement que de poursuivre avec lui cette introspection qui nous touche nous-même au plus profond de notre être historique.

📖 Régis Debray - « *À un ami israélien* avec une réponse d'Élie Barnavi », café Voltaire, Flammarion, prix  Achat immédiat | franco : 13 €.

D aucuns collectionnent les papillons ou les timbres, passion solitaire qui n'apporte du plaisir qu'à leur auteur. Frédéric Rouvillois quant à lui a collectionné, au fil de ses lectures, impostures, arnaques, tromperies et bernements en tout genre. Et, pour notre plus grand plaisir, il a tiré de sa collection un joli et élégant petit livre.

A côté de canulars célèbres comme l'affaire des Poldèves montée dans les années trente par le royaliste Alain Mellet ou l'escroquerie bien connue du faussaire Vrain-Lucas qui réussit à vendre près de 30 000 faux documents historiques (et farfelus...) au géomètre Michel Chasles, l'on trouve tout aussi savoureuse l'histoire de la copie d'un livre de Marguerite Duras envoyée, sous un autre nom, à ses éditeurs et refusée par ceux-ci : « *le verdict n'est pas favorable...* » ou également celle de ces deux Américains s'étant fait passer pour des experts de l'OMC et ayant exposé dans une conférence internationale, devant une assistance manifestement très intéressée, leur proposition de privatiser le système électoral afin de permettre aux grosses compagnies d'acheter directement sur internet les voix des électeurs...

Ce sont au final près de cent trente petits récits, écrits d'une plume alerte, se déroulant de l'Antiquité à nos jours qui laissent le lecteur pantois devant l'audace et l'imagination des imposteurs et l'immense crédulité de leurs victimes.

Yvan AUMONT

Frédéric Rouvillois – « *Le collectionneur d'impostures* », Flammarion, prix franco : 17,50 €.

[Achat immédiat](#)

Les réalités d'un mythe

Cette biographie d'Henri IV paraîtra à certains comme une réhabilitation de Ravaillac, tant elle est sévère pour le Béarnais. Elle n'en reste pas moins passionnante. ⁽¹⁾

L ami Philippe Delorme a depuis longtemps trouvé sa vocation qui est d'être une sorte de journaliste de l'Histoire, féru d'exclusivités voire de *scoop*. Ainsi quand il fit démontrer par une analyse ADN que l'on possédait bien le cœur du jeune Louis XVII, ce qui mettait un terme à deux siècles de délires *survivantistes* et de faux dauphins.

Il apporte actuellement une preuve éclatante de son savoir-faire en dirigeant les hors-séries Histoire, édités par le magazine *Point de Vue*, qui renouvellent les points de vue (c'est le cas de le dire...) y compris iconographiques sur des sujets qui passionnent le grand public : la vie et la mort des grands souverains, mais pas seulement - ainsi le remarquable numéro intitulé *Ces princes amoureux de Paris*. Le hors-série de *Point de Vue* actuellement en kiosques est à nouveau consacré aux rois assassinés, une spécialité de Philippe Delorme dont l'un des multiples livres porte précisément ce titre (2). Mais justement, Philippe Delorme rédacteur en chef entend, sur ces sujets qu'il maîtrise parfaitement lui-même, laisser d'autres historiens s'exprimer. C'est ce qui fait la richesse et l'intérêt assez prodigieux de ces suppléments à la fois sérieux et émoustillants...

Or le roi assassiné dont on parle le plus ces jours-ci est bien entendu Henri IV, puisqu'on a commémoré, le 14 mai dernier, le quatrième centenaire du régicide perpétré par Jean-François Ravaillac. Pour avoir beaucoup fréquenté les bibliothèques, Philippe Delorme sait bien qu'on ne pourra jamais saisir la vérité complète du premier roi Bour-

bon sur lequel les sources sont très abondantes mais difficiles à jauger. Entre les thuriféraires plus ou moins talentueux et les médisants compulsifs, il est difficile de prouver la véracité d'une anecdote ou d'un bon mot. Il ne faudrait pas juger de la « *reine Margot* », par exemple, d'après les méchancetés d'Agrippa d'Aubigné qui, à l'instar d'un Saint-Simon sous le règne de Louis XIV, voit tout par le petit bout de la lorgnette.

Les Mémoires du haut fonctionnaire Pierre de l'Estoile sont certes plus fiables, ou plus nobles les souvenirs que nous a laissés Richelieu. À vrai dire les Mémoires de contemporains sont innombrables et le roi lui-même a laissé discours, lettres, billets plus ou moins intimes où on le découvre écrivain de grand style. Delorme utilise volontiers Tallemant des Réaux dont les *Historiettes* avaient été puisées auprès de témoins de première main. Rassembler un matériau d'archives est presque le plus simple, mais il faut savoir s'arrêter et prendre parti en se gardant de l'anachronisme presque omniprésent dans les livres d'Histoire. Philippe Delorme le sait d'autant mieux qu'il publie aussi ces jours-ci une anthologie de textes sur Henri IV, du XVII^e siècle à nos jours, qui montrent une grande variété de regards, construisant une légende et même une sorte d'imposture de l'Histoire... (3) C'est tout à fait passionnant.

Le sous-titre de la présente biographie (*Les réalités d'un mythe*) indique bien que l'historien a finalement décidé de décaper le mythe du *Bon Roy Henry* et de sa poule au pot. Il faut dire que l'auteur ne montre

aucune sympathie pour son héros qu'il décrit comme retors, menteur, ingrat jusqu'au parjure, avare, orgueilleux, impitoyable et injuste, goujat, paillard jusqu'à l'obsession sexuelle... Les épisodes peu glorieux se succèdent jusqu'au dernier chapitre où Philippe Delorme avale la thèse qu'Henri IV ne se préparait à envahir la Flandre que pour enlever Charlotte de Condé, dont il s'était amouraché alors qu'elle n'avait que 15 ans (il en avait 57 !).

Mais le Vert-Galant avait aussi, en bon calviniste qu'il est largement resté toute sa vie, toujours son psautier à portée de main et le lisait à haute voix en s'isolant, car c'était un chrétien sincère, persuadé d'avoir, tel le roi David, un destin entièrement dans les mains de Dieu. Mais le roi *tolérant* de l'édit de Nantes eut toujours la volonté de réunir tous les Français dans une unique religion catholique... Paradoxes et complexités ! Pour décaper, il faut passer la paille de fer dans tous les sens, c'est ce que fait notre biographe et le Henri IV qu'il nous laisse à voir n'est sans doute pas si noir à la toute fin, pour peu qu'on réfléchisse bien sur ce que doit être un roi, ce dont on nous fournit ici une bonne occasion.

Paul CHASSARD

(1) Philippe Delorme – « *Henri IV, les réalités d'un mythe* », Éd. de l'Archipel, prix franco : 24 €.

(2) Philippe Delorme – « *Les rois assassinés* », Bartillat, 1993, réédité en coll. Omnia en 2009, prix franco : 14,50 €.

(3) « *Regards sur Henri IV, du XVII^e siècle à nos jours* », présenté par Philippe Delorme, préface de Charles-Philippe d'Orléans, duc d'Anjou, Éd. Point-de-Vue, prix franco : 16 €.

SOUSCRIPTION

Notre souscription n'avance que très lentement et je m'inquiète. C'est avant les vacances que nous devons réunir les 12 000 euros qui nous sont nécessaires pour aborder l'année 2010-2011 l'esprit serein.

Actuellement à peine les tiers de la somme est arrivée...

Quelles que soient les difficultés actuelles, nous avons besoin de vous, nous comptons sur vous...

Yvan AUMONT

Faire un don

ABONNEMENT - ESSAI


Royaliste ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 3,80 €.

FACEBOOK

Le groupe "Nouvelle Action Royaliste" sur Facebook progresse régulièrement en nombre. Nous incitons ceux de nos amis qui sont déjà sur ce réseau social de venir s'inscrire au groupe.

<http://www.facebook.com/>

EURO

La nouvelle crise monétaire remet d'actualité le livre prémonitoire, paru en 2001, de Bertrand Renouvin et Sylvie Fernoy, *Le krach de l'euro*. Le livre est toujours disponible au prix de 13 €. 

MERCREDIS DE LA NAR

◆ **A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.**

◆ **La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.**

◆ **Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).**

● **Mercredi 2 juin** - Historien, auteur de très nombreux ouvrages sur les rois et les reines de France, **Philippe DELORME** est également journaliste et dirige les hors-séries Histoire du magazine *Point de Vue*. En cette année 2010, celle du quatrième centenaire du régicide perpétré par Ravaillac, la publication d'un ouvrage sur le roi assassiné vient à point nommé.

Mais qu'on ne s'attende pas à une apologie de ce roi très populaire et vanté dans les manuels d'histoire du siècle dernier. Étudiant « **Henri IV, les réalités d'un mythe** », Philippe Delorme décape la légende du « Bon Roy » et de sa poule au pot. Ce « vert galant », comme dit la chanson, est-il à ce point goujat, obsédé sexuel, menteur, violent ? Ses pulsions marquent même sa poli-

tique étrangère et sa conception de la tolérance mérite un réexamen. Mais l'homme a toujours été un chrétien sincère, persuadé que sa mission royale est inscrite dans le plan de Dieu. Le portrait fortement contrasté que brosse Philippe Delorme ne manquera pas de susciter un vif débat entre royalistes – auquel les non-royalistes sont tout particulièrement conviés.

● **Mercredi 9 juin** - Rédacteur en chef à *Marianne* où il anime le site *Marianne2*, **Philippe COHEN** nous a présenté chacun de ses livres (*La Face cachée du Monde* avec Pierre Péan, *BHL* ...). En 2005, il avait publié en collaboration avec Luc Richard un livre consacré à la Chine qui allait à l'encontre du consensus sinophile : *La Chine sera-t-elle notre cauchemar ?* se demandaient les deux journalistes. Cinq ans plus tard il faut malheureusement répondre par l'affirmative : le pays de Confucius et de Mao est devenu « **Le vampire du milieu** ». Ce n'est pas seulement « l'atelier du monde » qui semblait utile pour renforcer la rentabilité du capital occidental, mais un formidable système de captation des technologies, des matières premières, des ressources énergétiques...

Quels sont les ressorts qui assurent l'efficacité de ce système ? Pourquoi cet empire placé sous la dictature du Parti communiste chinois sus-

cite-t-il autant de complaisances et de connivences dans notre pays ? Est-il possible de résister à l'expansion chinoise ?

● **Mercredi 16 juin** - Spécialiste de la Révolution française et de la guerre de Vendée, auteur de très nombreux ouvrages sur cette période, membre de la Société des Études robespierristes, **Jean-Clément MARTIN** est professeur émérite à l'Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne. Sa contribution à un colloque consacré à « La dignité de roi » dans la première moitié du XIX^e siècle ne pouvait manquer de retenir notre attention : notre invité y étudie comment le sentiment royaliste survit et se transforme après la Révolution et l'Empire.

Il s'agit là d'histoire et de philosophie politique : comme toute tradition, le royalisme n'a cessé de se réinventer tout en se proclamant fidèle à des principes intangibles. Il en est de même pour l'institution monarchique : la Restauration se situe dans une continuité dynastique et institue un régime politique – le parlementarisme – appelé à durer. Ainsi, « **Les aventures d'une tradition** » – celles du royalisme au XIX^e siècle – nous permettent-elles de mieux comprendre la dialectique complexe de l'idée royale et de l'idée républicaine dans notre nation.

NOUVEL AUTOCOLLANT

Un nouvel autocollant est disponible - Format 70x37 mm
De couleur rouge fluo très visible - Vendu par planche de 24
Prix franco :

5 planches : 3 €
15 planches : 8 €





Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La raison des cyniques

Au cours de la tempête qui a secoué les capitales européennes début mai, une certitude s'est à mes yeux renforcée : les oligarques n'aiment pas l'Europe mais les avantages qu'elle leur donne. Ils ne croient ni au libéralisme économique (mais sa version extrémiste les arrange), ni à la démocratie mais à une sorte de tolérance : liberté des idées hétérodoxes puisqu'elles ne sont pas diffusées par les grands médias ; liberté des mœurs dont ils jouissent plus que quiconque ; liberté des mouvements contestataires, qui ont le double avantage de cultiver les nostalgies et d'alimenter les peurs.

Ces oligarques sont des cyniques qui pensent que tous les moyens sont bons dès lors qu'il s'agit de se sauver eux-mêmes. Lesquels ?

Le viol du traité de Lisbonne, présenté voici peu comme texte indispensable : on autorise des prêts entre États alors que c'est interdit par l'article 125 du traité ;

Le viol des statuts de la Banque centrale européenne : la BCE accorde des crédits aux États-membres par divers moyens qui sont proscrits par ses statuts ;

Le recours à la déflation : elle engendre la récession économique qui entraîne la baisse des recettes fiscales – donc l'alourdissement du déficit que l'on prétend combler. Mais la capacité des financiers à s'enrichir au-delà de toute mesure est ainsi préservée.

Le mépris de la zone euro, présentée voici dix ans comme condition première d'une Europe

prospère et toujours plus unie. La longue liste des provocations d'Angela Merkel montre qu'elle voudrait exclure la Grèce et le Portugal et qu'elle entend soumettre à la discipline déflationniste les nations qui continuent à accepter le carcan de la prétendue monnaie unique. Le « plan d'aide » à la Grèce n'est qu'un plan de sauvetage des banques françaises et allemandes – dont on nous dit qu'elles ont joué contre l'euro. Le plan de sauvetage de l'euro, qui fit crier au



miracle le 10 mai, a d'autant moins découragé les spéculateurs qu'on s'est aperçu, quelques jours plus tard, que le montage financier demeurerait à l'état de virtualité.

Somme toute, on a inscrit dans les textes fondamentaux de l'Union des règles dont on reconnaît en les violant qu'elles sont absurdes et dangereuses ; on veut réduire la zone monétaire qu'on disait vouloir étendre ; on impose aux peuples une discipline de fer qui transforme l'Union en objet de détestation ; on réclame un « *gouvernement économique* » - autre ânerie – alors que les oligarques se sont liés les mains face aux spéculateurs.

Face à ces violences préméditées, les économistes hétérodoxes formulent des propositions raisonnées (1). Elles inquiètent ceux qui défendent, pour divers motifs, les opérations menées par les oligarques. *Le Nouvel observateur* (12-18 mai) accuse Jacques Sapir, entre autres, de faire des critiques qui « *entretiennent la nervosité des marchés* » et Pierre-Antoine Delhommais (*Le Monde* du 15 mai) compare les dirigeants du Front de gauche aux Khmers rouges. Leur crime ? Proposer la fermeture des Bourses pendant un mois – proposition modérée car la fermeture définitive de ces casinos serait salutaire.

Ces réactions aberrantes m'incitent à mettre en garde contre ma tentative de clarification. La raison cynique opère dans un système en train de s'effondrer : il faut faire la part de l'affolement des uns, de la cupidité des autres, du poids des groupes d'intérêts, des contradictions entre oligarques, de leur aveuglement : tous veulent ignorer la colère qui éclate dans les rues d'Athènes, de Bucarest, de Paris – et cette sourde angoisse qui monte au point que certains craignent la guerre.

Nous n'aurons pas une nouvelle guerre mondiale car la situation politique et géopolitique en Europe n'a rien à voir avec celle des années trente. Mais nous sommes en état de guerre sociale. Après avoir perdu deux batailles en 2005 (le référendum) et 2006 (le CPE) l'oligarchie a mobilisé tous ses moyens, au mépris de la démocratie. En France comme ailleurs, l'immense peuple des humiliés et des punis se retrouve sur la défensive. Mais ce n'est pas fini !

Bertrand RENOUVIN

(1) Pour suivre la bataille qui fait rage, pour y participer, il importe de consulter chaque jour le site *Marianne2.fr* qui publie les principaux articles des économistes hétérodoxes – ainsi la réaction de Jacques Sapir à l'attaque lancée par *Le Nouvel Observateur*.